



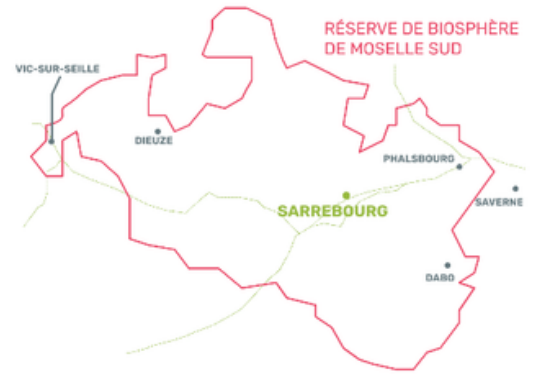
**Life
Biospher'
Adapt**

RÉSULTATS CONSULTATION CITOYENNE

S'adapter à l'impact du changement climatique sur le territoire de la Réserve de Biosphère de Moselle Sud, coordonnée par le PETR du pays de Sarrebourg



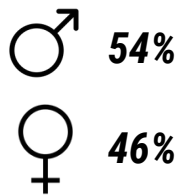
Portée par le PETR et la Réserve de biosphère de Moselle Sud (75 000 hab.), cette consultation citoyenne menée d'août 2025 à mai 2026 réalisée dans le cadre du LIFE Biospher'Adapt, vise à co-construire les politiques d'adaptation au changement climatique. Grâce à un double déploiement numérique et physique l'enquête a mobilisé l'ensemble des communes du territoire. L'analyse des réponses s'articule autour de trois objectifs majeurs : définir les critères d'un territoire habitable, hiérarchiser les priorités d'action et identifier les freins à la transition.



Localisation de la Réserve de Biosphère Moselle Sud

CARTE D'IDENTITÉ DE LA PARTICIPATION

675
RÉPONSES ANALYSÉES



Pays de Sarrebourg
419 participants

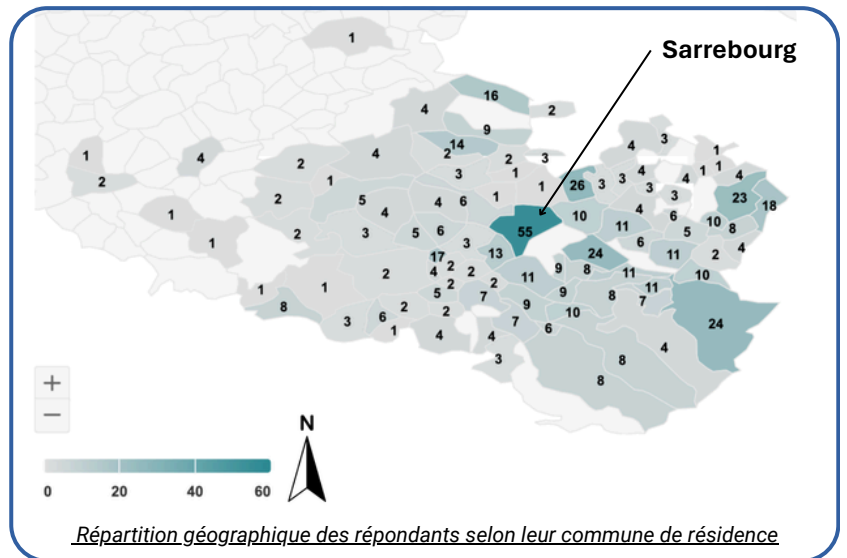
Pays de Phalsbourg
196 participants

CC du Saulnois
9 participants

Hors réserve de Biosphère
33 participants

Sans réponse
18 participants

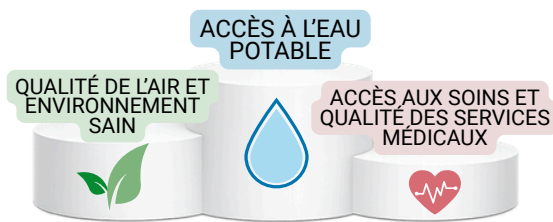
94% des répondants vivent sur place, dont la moitié y travaillent également



L'analyse du profil des répondants montre que la consultation a principalement mobilisé la population active de la Réserve de Biosphère de Moselle Sud. Les tranches d'âge intermédiaires, notamment les 45-59 ans, et les personnes plus âgées, notamment les 60-74 ans, sont les plus représentées. Les moins de 25 ans affichent une participation plus discrète. Sur le plan socioprofessionnel, on observe une forte implication des retraités, des employés et des cadres, alors que les ouvriers, les artisans et le monde agricole restent sous-représentés par rapport à leur poids local.

Cet échantillon témoigne d'un ancrage territorial et professionnel exceptionnel : 94 % des participants résident sur le territoire, avec une répartition presque égale entre les actifs qui y vivent et y travaillent (49 %) et les personnes qui y habitent exclusivement (45 %). Cette forte implantation locale se traduit directement par une notoriété initiale très positive, 64 % des enquêtés déclarant connaître l'existence de la Réserve de Biosphère avant le lancement de la démarche.

HABITABILITÉ DU TERRITOIRE



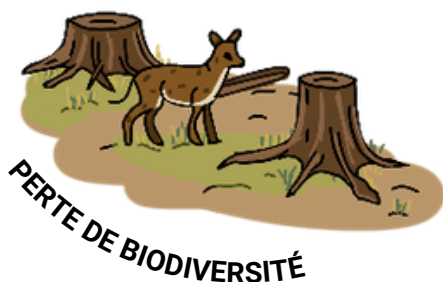
Caractéristique d'un territoire habitable
selon les répondants



Raisons majeures de vivre ou de travailler sur le
territoire de la Réserve de Biosphère

En Moselle Sud, l'habitabilité et l'attractivité reposent prioritairement sur le bien-être environnemental et l'accès aux services essentiels. Interrogés sur les critères d'un territoire habitable, les répondants plébiscitent l'accès à l'eau potable, la qualité de l'air et l'accès aux soins. Cette hiérarchie se confirme dans les choix résidentiels : la qualité de vie globale (environnement sain, espaces naturels) s'impose comme le premier facteur d'attractivité, devant la santé, les relations sociales et la sécurité.

PERCEPTION DES RISQUES CLIMATIQUES



Les menaces les plus redoutées par les habitants

81%

prévoient une aggravation des
risques climatiques

65%

considèrent le changement climatique
comme un problème majeur

25%

pensent que leurs actions individuelles
peuvent avoir un impact

La consultation démontre une forte inquiétude environnementale : la perte de biodiversité et la pollution de l'eau, suivies des sécheresses, sont les menaces les plus redoutées. Cette sensibilité se traduit par une conscience de l'avenir, 81 % des répondants anticipant une aggravation des risques climatiques d'ici 10 à 20 ans. Pour 65 % d'entre eux, le changement climatique constitue un défi majeur et urgent. De plus, 74 % des participants affirment leur responsabilité individuelle et leur pouvoir d'agir à leur échelle. Cependant, seulement 25% pensent que l'action individuelle peut agir sur le changement climatique.

ANALYSE PAR THÉMATIQUES



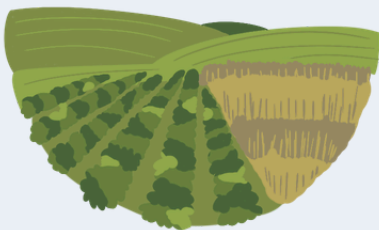
« Quelle est la situation de nos nappes phréatiques et la qualité de notre eau potable ? »



FORÊT

« Les forêts sont devenues des cultures de bois et non plus des forêts. »

AGRICULTURE

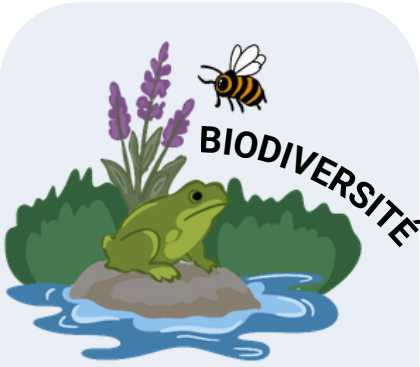


« Quel avenir pour l'agriculture ? Celle qui fait vivre l'exploitant agricole et non celle qui sert juste de vitrine. »

L'eau constitue le premier critère d'habitabilité en Moselle Sud, une priorité qui fait écho à une forte vulnérabilité face à la pollution et aux sécheresses. Pour y répondre, les citoyens placent la gestion raisonnée de la ressource (économies, stockage) et la restauration des zones humides au sommet des actions prioritaires. L'analyse géographique révèle d'ailleurs une perception des risques très connectée au vécu local : l'inquiétude face aux inondations est maximale dans la plaine agricole et au sein de la CC Sarrebourg Moselle Sud, marquée par des sinistres récents. Les habitants dénoncent la pollution par les intrants agricoles et les rejets de stations d'épuration. Pour restaurer les cycles hydrologiques, ils préconisent des solutions concrètes : fin du drainage agricole, végétalisation urbaine pour l'infiltration, et stockage massif via des récupérateurs d'eau de pluie. Enfin, des propositions plus structurelles émergent, comme l'entretien des cours d'eau, la régulation des débits par des écluses ou encore l'instauration d'une tarification progressive de l'eau.

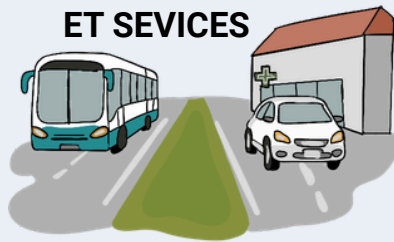
En Moselle Sud, la biodiversité et la qualité du cadre naturel déterminent la qualité de vie sur le territoire et incitent fortement les habitants à y rester. Cette proximité directe avec la nature nourrit cependant une conscience de sa vulnérabilité, notamment face aux feux de forêt. L'analyse croisée démontre que cette inquiétude s'aligne sur le pourcentage de forêt dans le paysage environnant : elle est maximale au cœur du Massif Forestier et dans le Pays de Phalsbourg, alors qu'elle s'avère secondaire dans les paysages ouverts du Saulnois. Les citoyens expriment un rejet de la surexploitation et des coupes rases, s'inquiétant notamment de leur impact sur la ressource en bois. Ils alertent sur la fragmentation des habitats naturels et réclament une gestion plus douce et transparente, portée par un dialogue renforcé avec l'ONF. Pour sécuriser l'avenir des massifs face au changement climatique, les répondants souhaitent une gouvernance coordonnée entre lacs et forêts, ainsi que l'aménagement de réserves d'eau stratégiques dédiées à la lutte contre les incendies.

Les exploitants agricoles portent un enjeu qui fait l'unanimité : la transition agricole s'impose comme la troisième action prioritaire du territoire et un critère d'habitabilité majeur, sans aucun clivage d'âge ou de catégorie socioprofessionnelle. Cette dynamique s'appuie sur un réseau existant de circuits courts et de producteurs locaux, largement identifié comme un puissant levier pour faire évoluer la consommation. Cependant, les répondants expriment une vive inquiétude face aux intrants de l'agriculture intensive et aux projets de méthanisation, jugés risqués pour l'eau. Pour y remédier, les citoyens réclament un virage vers le bio, la replantation de haies, l'arrêt des drainages et une distance de sécurité d'un kilomètre avec les habitations. Ils se montrent néanmoins lucides : s'ils considèrent les agriculteurs comme les pivots de cette transition, ils soulignent que les lourdes contraintes financières restent le frein principal à leur adaptation climatique.



« La nature souffre [...] déforestation, pollution, dégradations etc. »

INFRASTRUCTURES ET SERVICES



« Beaucoup trop d'habitation sont des passoires thermiques. »

La sauvegarde du vivant est au cœur des attentes, où la « biodiversité préservée » s'impose comme le 4e critère d'habitabilité et la perte de biodiversité comme le tout premier risque climatique redouté. Cette inquiétude face à l'effondrement de la faune et de la flore est homogène sur l'ensemble du territoire, cependant les analyses croisées révèlent des nuances générationnelles et professionnelles. On observe une baisse de cette priorité chez les 15-29 ans et les étudiants, tandis qu'un consensus très fort unit les adultes et les seniors, avec un pic chez les artisans/commerçants et chefs d'entreprise. Les agriculteurs, quant à eux, affichent un léger retrait, souvent lié au poids des contraintes réglementaires de terrain. Les citoyens dénoncent l'artificialisation des sols, l'usage des pesticides, la chasse et les nuisances sonores (vols d'hélicoptères) en période de reproduction. Volontaires pour agir, les habitants réclament de la pédagogie et des dispositifs participatifs, comme des conseils d'écologues à domicile ou des guides sur les plantations locales et les abris pour espèces protégées. Enfin, le monde agricole est identifié comme un partenaire clé, notamment à travers la replantation de haies pour recréer des corridors écologiques.

L'analyse des infrastructures révèle un contraste marquant entre l'importance vitale accordée à la santé et le manque criant de transports. L'accès aux soins est une priorité universelle, essentielle pour l'accompagnement des aînés. À l'inverse, l'absence d'alternatives à la voiture est un frein majeur, qui pénalise l'autonomie des seniors et pèse sur le budget des actifs et des personnes sans emploi. Pour y faire face, les habitants demandent de sécuriser des pistes cyclables, d'adapter la taille des bus publics aux flux réels ou de développer l'autopartage électrique. Ce besoin est accentué par un sentiment d'abandon des zones rurales lié au retrait des services de proximité. Enfin, face à l'urgence climatique, la population s'accorde pour privilégier la rénovation des bâtiments existants plutôt que la création de nouvelles structures. Cependant, la réhabilitation des nombreuses « passoires thermiques » se heurte à des barrières financières trop lourdes pour les ménages modestes, qui réclament un renforcement des aides et de l'accompagnement public.

La consultation citoyenne menée sur le territoire de la réserve de biosphère de Moselle sud témoigne d'une mobilisation significative et ancrée localement, recueillant 675 réponses exploitables, avec une participation majoritairement portée par les plus de 45 ans. Les résultats mettent en évidence un consensus fort autour des conditions de vie : l'accès à l'eau potable, la qualité de l'air et la proximité des soins de santé s'imposent comme les piliers de l'habitabilité du territoire. Face à une prise de conscience majeure de l'urgence climatique, particulièrement centrée sur l'effondrement de la biodiversité et la raréfaction de l'eau, les habitants expriment une attente massive de mesures concrètes axées sur la préservation des ressources naturelles et la transition agricole, plutôt que sur des politiques théoriques. Si le coût financier des solutions et le déficit de transports en commun freinent le passage à l'acte, le tri des déchets et les circuits courts font office de puissants leviers de changement. Enfin, au-delà des contributions ouvertes appelant à une impulsion politique juste et à un accompagnement financier (rénovation des logements, mobilités douces), l'étude révèle que ces sensibilités environnementales et ces besoins en infrastructures sont avant tout dictés par l'âge, la profession et l'exposition géographique des répondants dans certains des cas.

Réserve de Biosphère Moselle Sud

3 terrasse de Normandie
ZAC des Terrasses de la Sarre
57400 SARREBOURG

rbms@pays-sarrebourg.fr
<https://biosphere-moselle-sud.fr>

Life Biospher' Adapt

